

Au nom d'Allah le Clément, le Miséricordieux

Notre vision pour la réforme et pour un changement consensuel

Axes du document

I. Le contexte général

II. Les aspects du diagnostic général

III. Les voies du changement consensuel

Depuis un an et quatre mois, les mauritaniens attendent le moment qu'ils ont longtemps considéré comme le début d'une étape de transition démocratique, mettant fin à des décennies de règne autoritaire. Bien que les conditions dans lesquelles ont eu lieu les élections ne répondent pas aux critères de transparence, qui aurait permis au peuple de réaliser son rêve et ses aspirations de changement, des pas significatifs furent franchis dans cette direction. L'inviolabilité des dispositions garantissant l'alternance a été respectée. Les cercles qui rejettent la fermeture du système en place et poussent vers une refondation de la démocratie sur les bases saines du partenariat, de la citoyenneté et la bonne gouvernance se sont élargis.

Il faut souligner, de prime abord, que l'élection d'un nouveau président à la place d'un ancien, quelles que soient les insuffisances de cette élection, est en soi un pas important sur la voie la démocratie souhaitée. Mais ce pas si important soit-il, ne serait pas suffisant s'il n'était pas soutenu et protégé par plus de détermination et de volonté d'aller de l'avant. Il faut plus de fermeté dans la volonté de réaliser un changement démocratique appuyé sur des garanties suffisantes, pour éviter tout retour en arrière. C'est là notre responsabilité à tous, opposition, mouvance du pouvoir, élites et peuple. Le Parti du Rassemblement National pour la Réforme et le Développement, Tawassoul, est honoré de la confiance que lui accorde le peuple qui l'a placé en tête de l'opposition. Et, tout en respectant rigoureusement ses principes et ses engagements vis-à-vis de ce peuple, le Parti tient à présenter à l'opinion publique nationale sa vision politique concernant la situation actuelle.

En s'adressant aujourd'hui aux acteurs politiques, Tawassoul ne se présente pas uniquement en tant que parti d'opposition, cela est connu de tous. Il le fait pour renouveler ses engagements devant Allah, puis devant les fils de la nation, et pour engager un travail commun au service d'un projet national inclusif dont la philosophie repose sur une transition démocratique consensuelle, basée sur le dévouement, le patriotisme, la véracité et l'action pacifique. Cette Transition doit porter un message de fraternité, au service d'un développement qui profite au citoyen.

Ce document intervient dans un contexte politique qui nécessite la mise à profit des leçons tirées de nos expériences passées. Ainsi nous éviterons de commettre les mêmes erreurs et de faire des pas en arrière, alors qu'on pense progresser sur le chemin du développement et de la démocratie. Ce document intervient aussi après que le régime en place ait profité d'une série d'opportunités successives dues en partie à son sérieux et en partie au mode de gouvernance de son prédécesseur ou encore aux conditions créées par la pandémie et la nécessité d'y faire face.

I. Le contexte général

A cause du climat qui a précédé les élections passées, les dysfonctionnements et déséquilibres qui les ont accompagnées et suivies et qui ont impacté la volonté populaires par des moyens non démocratiques et souvent intimidants, l'opposition

démocratique, n'a reconnu la validité des résultats. Les instances qui ont supervisées ces élections n'avaient pas respecté les conditions requises de transparence et d'intégrité. Cependant cette opposition a toujours agi suivant un comportement fait d'un mélange de lutte constante contre l'autoritarisme et de retenue ; elle a donné sa chance à toute lueur d'espoir, même lointain, pouvant se traduire par l'atteinte des finalités d'une transition démocratique par les voies les plus douces. Cette attitude s'est traduite par :

- le refus de suivre le mouvement de provocation qui a accompagné et suivi les élections ;
- l'observation de la manière avec laquelle le nouveau président entendait tracer les lignes de sa gouvernance, et comment il allait entamer la réalisation de son programme pour résoudre les problèmes qui se posent au pays ;
- l'accueil favorable aux intentions de réforme exprimées et aux initiatives d'ouverture limitées au plan politique et au niveau des moyens d'information ;
- la réhabilitation du rôle du leader de l'opposition et la mise en place du cadre de son action, tant au niveau de l'institution même en tant cadre inclusif qu'à celui de ses rapports avec les partenaires, à travers les liens bilatéraux avec les partis, les personnalités et autres acteurs ;
- le partenariat sans réserves dans le processus de l'enquête parlementaire relative à la mauvaise gestion durant la décennie écoulée, lequel processus a bénéficié d'une unanimité parlementaire sans précédent autour du rapport de la commission d'enquête et de la loi relative à la haute cour de justice ;
- la réaction positive et rapide face à la pandémie du coronavirus, en dépassant les divergences, en laissant de côté les réserves sur l'action du gouvernement et en s'engageant pleinement dans l'effort national face à cette pandémie, par la sensibilisation, la mobilisation et la fourniture des services possibles aux familles vulnérables.

L'esprit positif qui marqué la ligne de conduite de l'opposition et son discours n'a pas eu d'écho dans l'autre camp, qui n'a pas pris conscience des défis circonstanciels ni montré sa disponibilité à exploiter à l'instant pour jeter les bases d'un travail national historique qui rompt avec les échecs du système politique et s'oriente vers de nouveaux horizons pour le pays. Cette situation se reflète dans un climat marqué par :

- l'improvisation dans le traitement de la pandémie du coronavirus : malgré les slogans et la mobilisation très large autours des plans annoncés du gouvernement, le bilan dans l'ensemble reste en deçà des attentes, tant au niveau du développement des infrastructures sanitaires qu'à celui de la prise en charge des patients, de la disponibilité des médicaments ou du traitement des effets économiques et sociaux sur le développement. La pandémie a révélé le niveau de précarité de l'infrastructure sanitaire et la gravité de cet état, surtout avec la suspension des voyages devant ceux qui sont en mesure de se soigner à l'étranger. Quant au plus démunis, leur souffrance avant la pandémie et pendant celle-ci continue.
- la poursuite de la répression et de l'atteinte aux libertés touche les étudiants et les avocats. Des institutions et des centres communautaires ainsi que des associations de militants pour les droits et des partis politiques continuent d'être arbitrairement interdits.
- la non prise en compte comme il convient, au niveau des programmes gouvernementaux, de la situation difficile que connaît le cheptel, dans le budget de

2020. en dépit du déficit pluviométrique enregistré l'année passée et ses conséquences dans les zones pastorales.

-avec le retour d'une bonne saison de pluie, les services du gouvernement n'ont pas été à la hauteur pour faire face aux feux de brousse et aux fléaux qui touchent les cultures. De nouvelles pathologies animales ont fait leur apparition et fait des victimes humaines dans plusieurs régions, telle la fièvre de la vallée du rift.

- la lenteur dans la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête parlementaire et les agissements indécis par rapport à ses résultats. Mieux, certaines décisions et certaines nominations de personnes citées dans ce dossier, renforcent, malheureusement, les discours mettant en doute la crédibilité des mobiles de l'enquête. Ces discours mettent l'accent sur le caractère sélectif de la lutte contre la corruption

- la reconduite dans des postes de haute responsabilité, des éléments corrompus en ignorant les revendications de l'opinion publique en ce qui concerne leur jugement.

- l'indifférence par rapport aux observations sérieuses formulées par l'opposition au sujet de la gestion unilatérale et improvisée de la pandémie du covid et qui a aggravé les conséquences sociales et économiques de cette pandémie. Cette situation crée un environnement favorable à la corruption, révélée par des rapports et des indicateurs qui la considèrent aussi grave que les pratiques en cours durant la décennie écoulée.

- la réticence dans la mise en place de la haute cour de justice, ce qui renforce la crainte de maintenir inactive l'instance de répression la plus importante, habilitée à juger la plus importante personnalité dans notre système politique. Par ailleurs, ce système accorde de très larges pouvoirs au président.

- la sourde oreille aux multiples appels pour le dialogue, émanant de toutes les parties à de nombreuses occasions, et la reprise des discours monotones qui considèrent l'acceptation du dialogue comme un signe de faiblesse et cherchent à l'éviter par des moyens sans utilité pour le pays ni pour ses problèmes cruciaux ni pour les défis essentiels.

- les détentions répétées des journalistes et blogueurs.

- l'indifférence à l'égard du rapport de la cour des comptes, ce qui envoie un mauvais signal par rapport à l'un des plus graves problèmes auquel le pays fait face.

- la faiblesse de la concertation avec la société civile et les forces politiques au sujet des questions sur lesquelles on fait beaucoup de bruits, sans grand résultat jusqu'à présent ; à savoir la lutte contre les inégalités et la marginalisation. Le travail de l'agence créée à cette fin se limite jusqu'à présent à regrouper des programmes qui existaient avant et selon une démarche apparemment plus confuse et moins claire, alors qu'elle est censée être plus efficace pour faire face à ces questions.

- le non-respect de la périodicité légale des rencontres avec le chef de l'opposition pour se concerter avec lui au sujet des questions nationales. Il n'a été reçu par le président qu'une seule fois, dans le cadre des prises de contact avec d'autres acteurs.

- la persistance de la dégradation de la situation sécuritaire à plusieurs niveaux, avec notamment la multiplication des meurtres, viols, vols et cambriolages.

- l'absence d'une transparence suffisante dans le traitement des dossiers de la sécurité géostratégique dans la région qui fait face à des défis sans précédents, exigeant de notre pays une grande attention et un maximum de prudence. Ainsi l'opinion publique n'a pas été informée au sujet de l'évolution des positions vis à vis du voisinage. Ces positions peuvent avoir des effets extrêmes comme c'est le cas concernant l'affaire de Guerguerat.

- l'improvisation dans le domaine économique et l'annonce de programmes et projets ambitieux sans expliquer les moyens de leur mise en œuvre (programme de relance et autres programmes qui se succèdent à travers des annonces politiques sans études objectives garantissant que ces programmes ne seront pas comme des dizaines d'autres qui n'ont pas eu les effets souhaités sur la vie des citoyens ni sur le développement du pays).

II. Les aspects du diagnostic général

1. Les défis politiques

Notre pays est passé par des décennies de démocratie formelle qui a généré un niveau d'autoritarisme sous lequel notre chère patrie a vécu des situations désastreuses. Cet état de fait est causé par l'échec des politiques officielles à réaliser le développement et à éradiquer la corruption et par l'incapacité de ces politiques à concrétiser la cohésion sociale et mettre fin aux frustrations liées aux inégalités, à la marginalisation et à l'esclavage et ses séquelles.

C'est ainsi que chaque fois qu'une opportunité de changement est offerte, on se presse de détourner le processus en le vidant de son contenu pour permettre aux gouvernants de s'adapter et de renouveler leurs outils de règne, loin de tout changement qui permet de sortir le pouvoir du cercle restreint du monopole et de l'ouvrir à l'alternance et au mérite.

Après l'effondrement du mur de Berlin et les transformations qui l'ont suivi au niveau des régimes dirigistes en Europe de l'Est et sur le continent africain, et après les décisions de la conférence de La Baule, les gouvernants militaires de Mauritanie à l'époque ne pouvaient qu'entamer un changement fictif à travers la constitution de 91, pour entretenir une démocratie de façade, avec les réalités d'une dictature foncièrement corrompue.

Après la chute de ce régime, à cause de plusieurs facteurs et grâce à des sacrifices immenses, la nation mauritanienne a entrevue la possibilité de choisir librement ses gouvernants. C'était au cours d'une période de transition qui a posé les fondements d'un régime démocratique dont la gestation a fait l'objet de concertations. Ainsi étaient organisées des élections municipales, législatives et présidentielles, dans des conditions globalement acceptables.

Mais l'embellie était de courte durée et le pays a vite renoué avec les coups d'Etat militaires et le système de démocratie contrôlée dans sa forme et dans son contenu.

C'est ainsi que du point de vue politique, on continue à refléter la volonté du pouvoir d'empêcher toute prise de conscience. On continue d'encourager le tribalisme et la course vers les intérêts matériels au détriment des valeurs et des principes. On a organisé des dialogues non inclusifs pour conserver un climat politique incertain et marqué par l'émiettement des acteurs politiques entre eux et dans leur relation avec le pouvoir.

La volonté politique officielle freinait tout progrès politique, institutionnel ou juridique, en revenant régulièrement sur les plus importants acquis de l'élite ambitieuse dans ce domaine. Le refus de mettre en œuvre certaines lois issues des dialogues partiels entre le pouvoir et une partie de l'opposition, le blocage de la loi sur l'utilisation des media publics qui donne à l'opposition un droit d'accès à ces media suivant un quota défini par la loi, la violation de la loi de la commission électorale nationale indépendante

ne sont que des exemples de cette absence de volonté officielle de favoriser l'instauration l'Etat de droit et des institutions et de conserver une démocratie de façade.

C'est dans ces conditions et dans ce climat qu'ont eu lieu les dernières élections présidentielles. Malgré l'absence de transparence et d'égalité des chances qui a marqué ces élections, celles-ci répondaient à un réel désir de changement et d'alternance effective chez de larges secteurs de la population. Ce désir a été pourtant déçu par l'absence d'un minimum de transparence.

2. Les défis économiques

L'économie nationale a beaucoup souffert des politiques d'improvisation et de tâtonnement qui ont caractérisé la gestion des affaires publique durant les dix dernières années. Pourtant le pays possède des richesses minières, halieutiques, agricoles et pastorales considérables. Il en est résulté :

- une faiblesse du rythme de croissance économique et une montée du taux de chômage. Une enquête récente montre que le taux de pauvreté dépasse 40% dans quatre wilayas du pays selon les rapports officiels. Les principaux handicaps du développement économiques sont les suivants :

- Une croissance chaotique et généralement faible pour répondre aux besoins de la démographie, de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté.

- Une forte dépendance de l'économie par rapport à la demande extérieure.

- La faiblesse de la productivité et du rendement des moyens de production.

- La lenteur du rythme des investissements et la faiblesse de l'épargne.

- La faible diversité de la base de production nationale, le principal moteur de la croissance étant encore dominé par les activités extractives.

- L'économie nationale manque de compétitivité parce qu'elle n'est pas assez diversifiée et n'est pas en situation d'équilibre avec l'économie mondiale. Cela est dû au manque de valeur ajoutée et aux limites dans le domaine de l'enseignement, de la formation et de la recherche scientifique.

- Un climat des affaires peu attractif et des investissements privés encore en deçà des attentes. Le pays est mal classé par les instances de cotation selon les indicateurs internationaux (indice du développement humain, Doing business, Liberté économique, performance écologique).

- La corruption et la mauvaise gouvernance : la corruption s'est généralisée durant les trois dernières décennies malgré la proclamation de la lutte contre ce fléau au cours de la dernière décennie qui a vu un développement significatif de cette pratique.

Les échantillons touchés par l'enquête parlementaire ont montré l'ampleur et l'enracinement des pratiques de corruption dans l'appareil administratif et politique en place. Il ne s'agit pas de cas isolés ou superficiels, mais plutôt d'un système fortement implanté dans la plupart des structures institutionnelles.

- Le déséquilibre en matière de développement sur les plans régionaux, sectoriels et sociaux.

- La dégradation du pouvoir d'achat des citoyens à cause de la faiblesse des revenus et des salaires par rapport à la hausse vertigineuse des prix et du coût des charges familiales.

- L'augmentation de la pression fiscale et l'absence de transparence dans le recouvrement des impôts dans lequel interviennent des considérations politiques.

- La faillite des entreprises nationales dont plusieurs ont connu des difficultés ayant conduit à leur recul ou à leur liquidation (SONIMEX, ENER, ANASB, etc.). Il en résulté un lot de licenciements qui accompagnent ces liquidations pour gonfler les rangs de chômeurs. Ce fait se traduit aussi par l'abandon des services essentiels que fournissaient ces entreprises en renonçant à leur rôle important.
- La hausse du niveau d'endettement et les charges qu'il fait peser sur l'économie. La dette du pays est proche de cinq milliard de dollars, soit 90% du PIB. Le service et les échéances de la dette engloutissent environ le cinquième du budget général de l'Etat. Les nouvelles autorités tendent à persister à s'endetter.

3. Les défis sociaux

Le pays fait face à des défis sociaux qui se traduisent par la faiblesse de l'accès aux services essentiels de base et par les insuffisances en matière d'éducation et de santé ainsi que dans les problèmes de cohésion sociale et d'unité nationale. On peut noter les aspects suivants :

- L'ampleur du chômage que les statistiques situent à 27% au niveau national. La répartition des chômeurs selon les régions montre que la jeunesse est en tête dans les centres urbains, avec 34% à Nouadhibou et 31% à Nouakchott. Quant à l'indice de développement humain, il demeure aux alentours de 0.5.
- L'accès aux services essentiels reste très limité et les conditions sociales sont encore difficiles en ce qui concerne l'enseignement, la santé, l'eau potable, l'électricité, les services judiciaires. Trente-huit pour cent des mauritaniens utilisent encore une mauvaise eau polluée selon l'enquête MICS et 58% ne disposent pas de l'électricité. L'accès aux services judiciaires ne dépasse pas 16% et le taux de réussite aux examens nationaux reste faible, en comparaison avec les Etats voisins. Le taux de réussite au Baccalauréat est seulement de 16% alors qu'il dépasse 50% dans certains Etats comparables à nous.
- L'insécurité alimentaire durant la majeure partie de l'année et qui atteint parfois 32% au mois de juillet tandis que la malnutrition chronique concerne 23,3%.
- La faiblesse de la couverture sanitaire de la mère et de l'enfant puisque 28% des mères accouchent sans assistance médicale. Cette situation a provoqué la hausse de la mortalité infantile qui atteint 115‰.
- La faiblesse de la cohésion sociale et de l'unité nationale.

Il y a la négligence des revendications exprimées par les victimes des injustices et l'absence de réparations en leur faveur. Il y a aussi la persistance des séquelles de l'esclavage, de l'inégalité des chances, de la marginalisation et l'exclusion qui sont autant de facteurs qui minent la cohésion sociale et l'unité nationale. Les autorités ont œuvré ces dernières années à approfondir le fossé lié à ces questions en persistant dans l'injustice et la marginalisation et en favorisant l'extrémisme et tous les particularismes tribaux et régionaux.

L'absence de solutions radicales pour les questions du passif humanitaire et de ses victimes dans des conditions extrajudiciaires, l'aggravation de la situation des victimes de l'esclavage et de ses séquelles, l'effondrement du système éducatif et les disparités effrayantes en matière d'enseignement pour les enfants du même pays, l'échec des systèmes d'éducation, de culture et d'information à faire face aux situations nées de ces dysfonctionnements sont autant de facteurs qui sont à l'origine de tensions sociales profondes. Cette situation nécessite la mise en œuvre d'une stratégie non

conventionnelle pour y faire face. C'est d'abord un devoir, puis c'est une nécessité pour protéger l'unité nationale, la paix civile et la quiétude des populations.

Cette situation déplorable était le résultat naturel des politiques menées par le passé. Ces politiques manquaient de planification saine et priorisation au niveau sectoriel et au niveau national. C'était le règne du népotisme, de la corruption, de la gabegie et de la mauvaise gestion des biens publics ; le règne de l'abus de pouvoir et de l'attribution des marchés dans des conditions douteuses, de la vente du domaine public, de l'attribution des licences aux proches et amis. Le mauvais montage des projets et la médiocrité de leur réalisation dans un climat gangrené par la corruption aggravent cet état des choses. La conspiration permanente contre l'intérêt général était la règle dans de nombreux secteurs et services publics.

III. Les voies et les priorités du changement consensuel

Le rappel du contexte dans lequel nous nous trouvons et l'analyse des données du diagnostic de l'état des lieux nous amènent à considérer que nous sommes à un moment historique qui interpelle tous les acteurs politiques quel que soit leur positionnement. C'est le moment de se lancer sur la voie des changements consensuels pour sortir notre pays de cet état que chacun déplore. C'est le moment de tracer les contours d'un avenir où chacun doit contribuer indépendamment de sa position et de sa place pour faire face aux défis qui se dressent devant le pays. Nous devons œuvrer pour le bien-être de tous les citoyens et pour réaliser le développement et la prospérité à leur profit, de façon juste et impartiale.

Le changement consensuel dont nous parlons, et que nous recherchons en proposant les voies, n'est pas une invitation à changer les positionnements sur la scène politique selon le mode auquel nous nous sommes habitués. Le départ d'un président, l'arrivée d'un autre, le passage d'un parti de la mouvance du pouvoir à l'opposition ou l'inverse relèvent d'un style dont notre expérience historique montre les limites et le peu d'effets, parce qu'il s'agit de pratique conjoncturelles.

Nous avons plutôt besoin :

a). d'une prise de conscience nationale de la nécessité d'avancer vers un horizon de changement sérieux et global. Nous pensons que cette prise de conscience existe aujourd'hui à plusieurs niveaux par la grâce d'Allah, avec la préservation jusqu'à présent des dispositions qui garantissent l'alternance démocratique ;

b). d'un consensus autour d'une vision claire de ce changement fondé sur le principe "d'un changement" en un système de gouvernement civil et démocratique, appuyé sur des institutions et qui pose les bases d'un Etat de citoyenneté, avec une référence forte à l'Islam unificateur et la concrétisation de cette référence dans les différents domaines. Un tel consensus renforcera le sentiment d'appartenance nationale, au service d'un développement équilibré qui assurera aux citoyens, prospérité et bien-être. Il faut pour cela un arsenal juridique garantissant les libertés individuelles et collectives, en les débarrassant des pratiques héritées de plusieurs décennies d'unilatéralisme et d'autoritarisme. C'est ainsi qu'on peut apporter des solutions justes et définitives aux problèmes essentiels que rencontrent l'unité nationale et la cohésion sociale (problème de l'esclavage et de ses séquelles, problèmes de stratification sociale, dossiers du passif humanitaire).

Compte tenu de ce qui précède, nous faisons, au nom du Rassemblement National pour la Réforme et le Développement (Tawassoul), une série de propositions, dans le but de mettre en œuvre un projet politique, national, démocratique et consensuel. Ce projet donne la priorité à la fin de l'autoritarisme et à l'établissement d'un Etat de justice de citoyenneté de droit et d'institutions, un Etat qui réalise l'unité nationale et le développement global, équilibré et durable, un Etat qui favorise l'émergence d'une opposition sérieuse et porteuse d'un projet national unificateur permettant l'ouverture et la concertation avec le pouvoir sur les grandes questions nationales. Nous mettons ces propositions entre les mains des partenaires qui partagent avec nous l'intérêt pour les questions nationales. C'est notre contribution pour dégager les voies consensuelles dont le pays a besoin aujourd'hui, à notre avis.

A. Dans le domaine politique

1. Lancement d'un dialogue national inclusif qui aborde les questions nationales essentielles en mettant en place les mécanismes à même d'aboutir à des résultats sérieux et efficaces. Cela demande bien sûr des moyens de suivi efficaces, garantissant la concrétisation de ces résultats sur le terrain de la réalité et l'atteinte des objectifs visés.
2. Enracinement de la pratique démocratique et rupture avec la démocratie contrôlée.
3. Renforcement du statut de l'institution de l'opposition en lui donnant les moyens matériels et juridiques pour en faire une institution effective qui encadre l'action de l'opposition, contrôle l'action du gouvernement et éclaire l'opinion publique. Cette institution peut ainsi contribuer à la promotion de la démocratie et à la préservation de l'unité nationale en impliquant les forces d'opposition et les organisations de la société civile dans les plans et stratégies de luttres contre les inégalités et les formes de marginalisation. Il s'agit de tirer ainsi les leçons des échecs passés tout en renforçant les opportunités d'équité et d'inclusions des franges ciblées.
4. Entente sur un système électoral garantissant la liberté l'honnêteté et la transparence. Nous devons mettre fin aux pratiques électorales aux résultats connus d'avance. Notre système électoral devrait interdire à toute forme d'ingérence dans les compétitions électorales. Il devrait s'appuyer un système les instances de supervision des opérations électorales restructurées, en assurant leur indépendance et l'impartialité de leurs personnels.
5. Application immédiate sérieuse et ferme des recommandations de la commission d'enquête parlementaire de manière à renforcer son acquis majeur qui est la répression des corrompus qui ne doivent plus se sentir à l'abri des poursuites
6. Récupération de l'argent pillés.
7. Etablissements de sanctions politiques sévères et dissuasives à l'encontre tous ceux qui sont impliqués dans le pillage de l'argent public
8. Garantie de l'indépendance de la justice dans les dispositions à prendre en ce qui concerne les révélations du rapport d'enquête parlementaire concernant la corruption et sanction de toutes les personnes impliquée sans aucune distinction, tout en assurant les conditions de procès équitables pour tous.
9. Etablissement d'un audit sérieux et global pour faire le point sur la corruption et le pillage des richesses publiques et activation des mécanismes de l'interpellation.
10. Publication solennelle des biens détenus par les personnalités publiques concernées par la loi en la matière, à commencer par le président et le premier ministre. La non déclaration par l'ancien président de ses biens est l'une des causes qui ont

créé un environnement dangereux et propice à la généralisation de la corruption et à l'impunité de ses auteurs.

11. Respect du principe de l'interpellation par l'indépendance des instances de contrôle de l'argent public. Le contrôle des finances publiques doit se faire loin de tous calculs et tiraillements d'ordre politique.

12. Abandon des pratiques d'exclusion et de marginalisation de l'opposition et des exactions à l'égard de ses cadres et hommes d'affaires.

13. Réforme administrative et institutionnelles visant à assainir l'administration publique de la corruption. Il y a lieu aussi de faire la distinction entre les fonctions politiques et les fonctions techniques au sein de l'administration.

14. Réalisation des réformes nécessaires dans tous les domaines de la sécurité pour qu'elle réponde aux défis qui la menacent.

15. Garantie d'indépendance pour l'autorité judiciaire et réorganisation du fonctionnement du conseil supérieur de la magistrature.

16. Recherche de solutions aux problèmes des déportés rapatriés de manière à leur permettre de recouvrer leurs droits civiques et fonciers et se réintégrer dans la société.

17. Maintien de l'équilibre dans les relations régionales et internationales en s'éloignant de la politique des axes.

B. Dans le domaine économique

1. Réaliser un diagnostic précis et objectif de la situation économique et financière du pays, faire le point sur l'état de la dette intérieure et extérieure et élaborer des stratégies au service des intérêts du pays et de ses priorités.

2. Avoir une vision globale et équilibrée au niveau des secteurs et des régions pour aboutir à un changement structurel de l'économie, concrétiser la bonne gouvernance et assurer l'autosuffisance dans les domaines essentiels, notamment l'agriculture.

3. Diversifier les sources de financement et encourager les alternatives financières islamiques en la matière.

4. Mettre en œuvre une politique fiscale qui encourage l'investissement et s'éloigne de la fiscalité sélective.

5. Adopter la discrimination positive au profit des groupes et des régions défavorisés en matière de développement.

6. Harmoniser la grille des salaires dans la perspective de réduire les grands écarts dans ce domaine et de doubler le Smig avec des avantages particuliers en faveur des secteurs vitaux au plan social et à celui de l'essor du pays et de la consécration de l'Etat de droit (la santé, l'enseignement, la justice).

7. Adopter des politiques qui assurent la stabilité du cadre macroéconomique, renforcent le pouvoir d'achat du citoyen et protègent l'économie nationale des chocs extérieurs. Il faut aussi accélérer le rythme de la croissance et réduire le chômage et les disparités entre les groupes, les régions et les individus.

8. Réviser les conventions économiques pour les améliorer et notamment celles qui peuvent être défavorables pour les intérêts de la patrie.

9. Renforcer la décentralisation au profit du développement local.

10. Assurer l'orientation des investissements publics vers les secteurs prometteurs, à forte valeur ajoutée et offrant le plus d'opportunités d'emploi.

11. Moderniser l'administration publique pour la rendre plus proches des usagers et en faire un outil de stimulation des efforts de développement. Pour y parvenir, il faut

doter des équipements qui lui permettent d'accompagner les transformations accélérées.

12. Organiser une concertation nationale autour des revenus attendus de de l'exploitation du gaz et des plans et stratégies envisagés pour tirer le meilleur profit de cette ressource importante.

C. Dans le domaine social

1. Affirmer le rôle déterminant de notre religion, l'Islam, dans le domaine de la protection de la société et son immunisation contre les vagues de l'excès de l'extrémisme et de l'athéisme et contre toutes les formes de dépravation et de non-respect des valeurs et des fondamentaux de la société

2. Renforcer notre unité nationale en encourageant tous les facteurs de rapprochement, d'intégration et de tolérance. Cela demande l'adoption des politiques à même de faire respecter la diversité culturelle et sociale dans les différents domaines.

3. S'engager résolument en faveur de la réparation des torts du passé humanitaire en se concertant avec les intéressés.

4. Appliquer rigoureusement la loi incriminant l'esclavage et adopter des politiques capables d'éradiquer ses séquelles et toutes les injustices et les formes de marginalisation.

5. Réviser totalement le régime des retraites afin qu'il réponde aux différentes transformations et assure aux fonctionnaires qui ont passé l'essentiel de leur existence au service de la patrie et du citoyen une vie digne.

6. Ouvrir un dialogue national spécialement dédié à la mise en place de politiques consensuelles capables de donner à l'enseignement des bases solides qui tiennent compte de la promotion des ressources humaines et placent l'enseignant au sommet de l'échelle. Cet effort doit accompagner les évolutions scientifiques et protéger les jeunes générations des dangers qui les guettent.

7. Accorder la priorité au système de santé en le réformant et en le modernisant, avec la création d'infrastructures, l'amélioration des conditions du personnel et le recrutement des médecins et techniciens.

8. Renforcer le rôle central de la famille dans l'édifice social pour en assurer la cohésion et adopter les politiques qui permettent d'atteindre cet objectif.

9. Moderniser le dispositif juridique et institutionnel dans le sens d'un renforcement de la protection des droits de la femme et de son autonomisation politique et économique.

10. Accorder la priorité aux programmes de promotion de la jeunesse pour en assurer le développement et surmonter les obstacles qui l'empêchent de jouer pleinement son rôle dans la construction nationale au service de la société. Dans ce cadre, nous proposons le renforcement de notre système électoral par l'institution d'une liste nationale des jeunes, à l'instar des autres listes au niveau central.

11. S'intéresser à l'enfance en ce qui concerne l'assurance maladie, l'encadrement pédagogique et scientifique et la protection contre les formes de déviance et d'exploitation.

12. Travailler à l'élévation du niveau de vie des citoyens et veiller à ce qu'ils profitent des services de bases comme la santé, l'éducation, l'électricité, l'eau les routes et autre services à des prix abordables pour tous. Parallèlement à cet effort, il y a lieu de mettre en œuvre des programmes orientés vers les personnes âgées, les personnes à besoins spécifiques, les familles nécessiteuses et les quartiers pauvres dans les périphéries de

villes et dans les campagnes, ainsi que des programmes au profit des groupes vulnérables pour aider à leur stabilité sociale.

13. Développer et rendre opérationnelle les organisations de la société civile et appuyer leur activités de développement, leur travail de solidarité et de contrôle.

14. Renforcer et diffuser les valeurs de citoyenneté qui garantissent l'égalité entre les membres de la société, affirment leurs droits individuels et collectifs et encouragent la responsabilité et la discipline dans le cadre du contrat social et des lois du pays.

Conclusion

Telle est notre vision pour la réforme maintenant. Nous l'avons présentée en se référant à l'histoire, au diagnostic de l'état des lieux dans ses différents aspects et aux analyses portant sur l'économie, la société, la politique et la culture. Nous nous sommes projetés aussi vers l'avenir auquel nous aspirons et pour lequel nous préparons le terrain, un avenir qui est pour moment sombre et dont nous voulons éviter ou limiter les aléas.

Nous avons conclu la présentation de cette vision sur une série de propositions que nous considérons comme des priorités de la réforme pour le moment et comme la garantie d'une transition vers un avenir démocratique radieux que notre cher pays mérite et peut atteindre. Nous renouvelons notre appel d'un dialogue national inclusif, sérieux et immédiat. Une telle initiative permettra de renforcer le front intérieur, de réaliser la prospérité, de faire renaître l'espoir et d'instaurer l'équité et la justice sociale entre tous les citoyens. C'est l'unique moyen d'épargner au pays des dangers et des faux pas qui peuvent être douloureux, dans un environnement de plus en plus ébranlé par l'instabilité.

**Le rassemblement National pour
La Réforme et le Développement
Tawassoul.**

**26 Dū al-Qa'dah 1441
26 novembre 2020**